

Déclaration FSU - CSA académique 3 avril 2026

La situation internationale conduit au durcissement des discours guerriers, aux amalgames les plus indignes, aux populismes les plus décomplexés. Le gouvernement n'échappe pas à ces dérives.

Cela serait sans lien avec notre instance si le ministre Geffray, en perte de repères, n'accourait pas, derrière le Président Macron, démonétisé et en mal d'autorité, pour avancer des propositions singeant celles de l'extrême droite.

Rendre obligatoire un temps de commémoration dans les établissements scolaires, pour quoi faire ? Développer les classes défense, dont le caractère obligatoire ou volontaire n'est pas tranché, valoriser ces parcours pour parcoursup, comme l'est dorénavant la participation au Service national volontaire, pour quoi faire ?

L'engagement ne se décrète pas, il se construit dans une société de sororité, de fraternité, d'égalité, de liberté, or la société française est minée, disloquée, détruite par les politiques menées depuis 2017. Les guerres impérialistes en cours inquiètent suffisamment notre jeunesse, et pas seulement elle, pour ne pas instrumentaliser ces peurs et toujours un peu plus affaiblir la cohésion nationale. Tous ces gages donnés aux idéologies nationalistes sont dangereux, ils ne font que les nourrir et appellent à la surenchère.

L'École doit être tournée vers l'éducation à la paix, ce n'est pas être candide ou naïf que de dire cela, de le porter pour notre jeunesse et notre société. C'est au contraire la meilleure chance de préserver notre état de droit, et avec lui, le respect des principes du droit international. Souhaitons nous ici, l'obligation, bientôt, du lever des couleurs, en uniforme et au garde à vous, pour tous les élèves ? Nous y courons tout droit, pour quoi faire ?

Au contraire notre école a besoin de temps de qualité, avec des effectifs allégés, pour que soient débattus, appréhendés, compris, par les élèves, tous les enjeux de la société du 21ème Siècle : égalité entre les femmes et les hommes, exercice de la citoyenneté, écologie, relations internationales, manipulation de l'information, technologies nouvelles... Mais dans quelles conditions se déroulent les enseignements en EMC ? Les élèves ont-ils accès à un enseignement à l'EMI ? Qui peut croire que Pix atteste d'une quelconque compétence ? La mise en œuvre concrète du programme d'EVARS est-il seulement souhaité par le ministère ? On touche là à des questions auxquelles le ministre ne répond pas, il s'en moque sans doute après avoir retiré 4000 emplois, quand il sait très bien par ailleurs ce que l'extrême droite voudra faire de ces enseignements.